



# LE VIVANT électronique

N° 24 (février 2003)

Bd du Midi 25-27

1000 Bruxelles

Tél : 02.513.08.88

E-mail : [info@vivant.org](mailto:info@vivant.org)

Site : [www.vivant.org](http://www.vivant.org)

- Sommaire :**
1. Editorial
  2. Sur les chantiers de la démolition sociale (*le monde diplomatique*)
  3. Nos Usines s'en vont.. Il est peut-être temps d'en débattre
  4. Crise socio-économique et crise politique en Allemagne
  5. L'exclusion sociale
  6. Eloge du travail au noir
  7. Points clés du programme de Vivant et réflexions

## 1. EDITORIAL

Faisant un tour d'horizon de la situation socio-économique, le VIVANT électronique de ce mois constate qu'aussi bien en France (« *le Monde diplomatique* ») qu'en Belgique, nous assistons à une déliquescence de l'ETAT SOCIAL.

*Nos usines nous quittent, pourquoi ? Il est peut être temps d'en débattre.*

Face à ce triste constat, nous avons demandé à HORST GRÜTZKE (de Berlin) qui est dans la mouvance de Vivant de nous décrire la situation en Allemagne.

La conclusion de ce tour d'horizon est que l'exclusion sociale guette nos concitoyens dont la débrouillardise par le travail au noir (*Eloge du travail au noir*) leur permet de garder la tête hors de l'eau mais avec si peu de dignité.

Le VIVANT électronique termine sa livraison en rappelant les points clés du programme socio-économique de Vivant et termine sur quelques réflexions de bon sens.

## 2. SUR LES CHANTIERS DE LA DEMOLITION SOCIALE

En neuf mois de pouvoir, MM. Jacques CHIRAC et Jean-Pierre RAFFARIN peuvent se vanter d'un bilan réussi de démantèlement des acquis sociaux.

Aucun de ces derniers n'échappe à cette vague : aide médicale aux plus démunis, réduction du temps de travail, droit de licencier, épargne, indemnisation du chômage ... en attendant la prochaine loi sur les retraites (juin) et celle qui vise à réduire le rôle de la sécurité sociale (automne)

En revanche, la fiscalité pour les familles les plus aisées s'est encore allégée.

Et le gouvernement envisage de remettre en cause l'impôt sur les fortunes. Les directions d'entreprise se sentent encore plus libres de licencier. « Vouloir les en empêcher, a déclaré M. François Fillon, ministre de affaires sociales le 27 janvier, c'est comme vouloir empêcher la maladie.

LE MONDE DIPLOMATIQUE février 2003 p. 4

### 3. NOS USINES S'EN VONT...

#### Il est peut-être temps d'en débattre

Bruxelles, le 4 février 2003

Après **Arcelor** la semaine passée, c'est maintenant **Bosch** à Tirlémont qui supprime 300 emplois.

La Flandre n'est pas épargnée, tout le pays est touché, nos pays voisins également.

N'est-il pas urgent que les médias appellent au **débat** celles et ceux qui ont des opinions claires et précises à ce sujet?

En effet, **il y va de l'avenir de notre sécurité sociale**. Celle-ci est financée par des charges sur le salaire (impôts sur le travail). Le nombre d'emplois dans l'industrie a baissé de presque moitié en trente ans. Aujourd'hui, moins de personnes travaillent dans nos usines qu'il n'y en a d'occupées dans les services publics. *(650 000 contre 1 million)* Le chômage a augmenté de 10% par rapport à l'année dernière: le nouveau gouvernement n'a apparemment pas pu trouver une quelconque solution à ce problème.

L'emploi dans les services? Il est naïf de croire que les garçons de café et les infirmières pourront assurer le financement du fonctionnement de l'Etat et des pensions.

**Vivant offre une solution nouvelle**. Notre sécurité sociale date des années cinquante, tout comme le disque à 78 tours. De même que pour la musique, il existe des possibilités d'arriver à un meilleur résultat.

Dès lors, pourquoi ne pas en débattre?

Si le parti Vivant a tort, le public pourra assister à **une attraction sans précédent**: un des plus importants industriels du pays se faisant ridiculiser.

Si ce que Roland DUCHÂTELET propose est sensé, il faut dès lors en conclure que **c'est un bienfait pour notre société. Qui donc pourrait être contre l'organisation d'un tel débat?** Seuls les partis au pouvoir, lesquels contrôlent une partie des médias, peuvent l'être.

Posons-nous cette question : un nouveau mouvement politique qui approche le seuil électoral, (ou même obtienne quelques élus) représente-t-il un danger ? Non, bien évidemment et cela sera toujours mieux que si ce rôle est joué, comme c'est le cas maintenant en Flandre, par une opposition populiste avançant de faux problèmes. Ne faut-il pas toujours une saine opposition, dans une démocratie?

Nous appelons au débat. Vive la démocratie!

LA REDACTION

### 4. CRISE SOCIO-ECONOMIQUE ET CRISE POLITIQUE EN ALLEMAGNE

Au début de l'an 2003 l'Allemagne s'est vue confrontée à **4.650.000 chômeurs**, un taux jamais atteint depuis 12 ans. A son début, l'actuel gouvernement rouge-vert avait comme but de réduire entre 1989 et 2003 le chiffre du chômage au-dessous de **la barre de 3 millions de chômeurs**. Il n'avait pas réussi et avait de ce fait beaucoup de difficulté à être réélu en 2002.

On se demande pourquoi un tel gouvernement ne se montre pas capable de résoudre ce problème social. Il y a une réponse simple : **Ce gouvernement ne pratique plus (n'applique plus) de politique**. Mondialement, on peut observer que la politique n'a plus le primat. C'est par contre l'économie avec sa course au profit qui **décide partout**. En pratiquant une politique néo-libérale, les gouvernements suivent presque partout **les besoins (diktats) de l'économie** et de tous ceux qui deviennent toujours plus riches. **Les gouvernements de toutes couleurs ignorent inévitablement les besoins de tous ceux qui s'appauvrissent toujours davantage**. Par conséquent, une politique active à l'égard des besoins fondamentaux de toute la société n'est pas menée ce qui produit une

crise sociale grandissante. Les consommateurs appauvris ne sont donc plus capables de soutenir l'économie de vente.

L'économie mondialisée se retrouve dans une de ses plus grandes crises et ne garantit même plus au capital de la bourse des gains substantiels. Dans cette situation, les milliardaires et les millionnaires ainsi que les administrateurs des capitaux d'entreprises revendiquent **une politique de « sauvetage »**.

Pour maîtriser cette crise sociale avec sa dimension mondiale, on n'aperçoit nulle part une politique agissant mondialement. Cette crise sociale ne peut être résolue actuellement que dans des limites nationales. En Allemagne, le pouvoir politique actuel lance une « Alliance pour l'emploi ». C'est une sorte de **table ronde** par laquelle le gouvernement cherche à trouver une solution en commun avec les associations des patrons et avec les syndicats. **L'objectif principal de cette alliance est la création de nouveaux emplois pour réduire le chômage.**

Chaque partie de cette alliance a ses revendications et chaque partie insiste sur ces revendications :

- les syndicats :
  - les conventions collectives générales sont sacro-saintes
  - la protection de licenciements est sacro-sainte
  - Adaptation des salaires non seulement au développement d'inflation mais aussi partiellement aux gains de l'entreprise
  - Réduction progressive du temps de travail et des heures supplémentaires
  - Aucune augmentation des charges salariales (les impôts, les allocations sociales)
- les patrons :
  - Au lieu des conventions collectives générales, des conventions de salaires adaptées à chaque entreprise
  - Relâchement de la protection de licenciement, particulièrement adaptée aux petites et moyennes entreprises
  - Ronde-zéro en ce qui concerne les salaires et les traitements
  - Augmentation des heures de travail et horaires mobiles
  - Abaissement rigoureux des coûts relatifs aux salaires pour décharger les entreprises qui gagneront de cette manière des moyens supplémentaires pour investir et pour rester concurrentielles

Bien que toutes ces revendications des deux côtés méritent d'être reconnues comme justifiées, le gouvernement n'a pas réussi, par cette « Alliance pour l'emploi », à atteindre ses objectifs.

Aussi, le gouvernement a essayé **de réorganiser le système de l'Office national de l'emploi**. Mais les recommandations faites par une commission appelée d'après son président la « Commission-Hartz » et qui fut mise en action exprès dans ce but, n'a pas non plus réussi à résoudre le problème du chômage.

De nouveau, le gouvernement joue le rôle du médecin appelé au lit de l'économie malade. Maintenant, cette dernière doit être « déchargée » à l'échelle nationale pour pouvoir sortir de la crise survenue principalement avec la mondialisation. **Déchargement ne veut rien dire d'autre que servir les intérêts propres de l'économie.** Les patrons revendiquent surtout la réduction des charges salariales, il y en a même quelques-uns qui aimeraient les supprimer totalement.

De son côté, la politique ne voit qu'une seule solution :

Décharger les patrons de leur contribution aux assurances - maladie, du chômage et de la retraite pour employés. **Ces derniers sont maintenant conviés à une « plus grand auto-participation.** L'employé qui jusqu'à présent avait cotisé aux différences assurances par une

quote-part de presque 40 % de son salaire brut, diminué encore par des impôts sur son travail, **est invité à se charger de la quote-part de 40 % payée jusqu'à présent par son patron !!** Dans cette perspective, **l'économie sociale prônée jusqu'à présent à haute voix n'existe plus.** Aussi, la plus grande partie de la société se dirige par conséquent **tout droit vers l'appauvrissement.**

Voilà la politique pratiquée actuellement par un gouvernement s'appelant social-démocrate/vert.

La reconstruction de l'assurance de retraite devenue nécessaire à la suite du déséquilibre des générations et la réforme du système de santé devenue indispensable à cause de l'augmentation énorme des frais médicaux, touchent gravement les salariés dans leur pouvoir d'achat, mais aussi les fonctionnaires et les professions libérales.

Ce développement négatif soutenu ou même favorisé par la politique révolte une partie de la population toujours plus grande. Elle ne représente pas seulement les salariés mais aussi ceux qui ne trouvent plus un emploi pour assurer leur existence.. Les syndicats, les partis de gauche et de mouvements populaires, mais aussi les associations représentant les intérêts des groupes professionnels concernés, se sentent solidaires des intérêts de leurs membres et appellent à la grève et aux protestations pour contrecarrer la destruction de leur assurance sociale.

Par ailleurs, les partis conservateurs et libéraux - l'opposition politique en Allemagne - se positionnent du côté de l'économie et exigent du gouvernement social-démocrate « d'écraser finalement le bloc » formé par les syndicats, sachant bien que le gouvernement, suite à leurs exigences, perdra le soutien des syndicats et donc celui de la population. Des premières leçons ont déjà été données par les élections régionales dans les Länder Niedersachsen et Hessen.

Parallèlement à cette crise socio-économique, se développe en Allemagne une crise financière. Les Länder et les communes, même l'État fédéral, sont criblés de dettes de part l'augmentation des dépenses sociales provoquées par la croissance du chômage et du nombre de citoyens tombant en-dessous du seuil de pauvreté.

Une des conséquences en est **la disparition de nombreux investissements de l'État** pour stimuler un essor économique et une réduction des chiffres de chômeurs. Un nouvel endettement par des demandes de crédit n'est plus « permis » vu la violation de la limite des 3 % d'endettement dépassée déjà par l'Allemagne.

### **Comment donc résoudre le problème ?**

Une possibilité réelle s'offre par les mesures proposés par VIVANT : **un revenu de base** garanti par l'État à chaque citoyen **et la taxe sur le travail reportée sur la consommation** déchargeraient les entrepreneurs des charges salariales, ce qui leur donnerait la possibilité de produire plus économiquement. Ce revenu de base peut garantir non seulement à chaque citoyen un minimum de coûts de vie (**de pouvoir d'achat**) mais aussi **la dignité** de sa personne redevenue libre et donc capable de maîtriser son destin grâce à un nouveau développement de l'emploi et une plus grande liberté de choix.

Ainsi, l'État pourrait accomplir cette tâche qui lui a été confiée par le citoyen (le souverain) : garantir la vie en société d'une manière plus harmonieuse.

**Pour ce faire, cela exige le primauté de la politique, d'une politique qui revendique la justice sociale et de ce fait la solidarité retrouverait enfin sa place indispensable.**

Horst GRÜTZKE

Porte-parole du Réseau des Citoyens Européens 'EUROPE MAINTENANT

Site : [www.europe-maintenant.org](http://www.europe-maintenant.org) (ce site a établi un lien avec le site de VIVANT)

## 5. L'EXCLUSION SOCIALE

Le philosophe GABRIEL MARCEL a structuré sa pensée autour de trois thèmes : AVOIR ETRE DONNER.

D'une manière succincte, on peut affirmer que l'être humain pour pouvoir ETRE et DONNER, doit AVOIR les moyens de répondre à ses besoins fondamentaux (primaires) Se nourrir, se loger, se chauffer, se soigner, disposer d'air pur et d'eau potable, se déplacer... De ces « avoirs » fondamentaux, beaucoup d'humains sont exclus.

Dans son livre « Lignes d'horizon », JACQUES ATTALI décrit le 21<sup>è</sup> siècle comme celui des grandes caravanes, des grandes transhumances, En substance, il annonce que l'on verra sur les routes de la terre des cortèges immenses de réfugiés croiser ceux des pensionnés de plus en plus nombreux des pays riches. En voyages organisés et normalisés, ils recherchent entre autres, le meilleur prix pour occuper leurs loisirs du 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> âge.

**Les exclus et les damnés de la terre croisent les bronzés du 3<sup>ème</sup> âge....**

Cette vision révèle une fracture socio-économique insupportable.

Loin de nous l'idée de culpabiliser les pensionnés qui par leur tourisme apportent des revenus aux pays qui les accueillent.

Loin de nous l'intention de « dévaloriser » les riches échanges culturels qui peuvent se développer à l'occasion de ces voyages.

Mais il nous faut tout de même affirmer que l'exclusion atteint beaucoup de nos contemporains.

Rien qu'à voir, l'augmentation des interventions des CPAS, on peut en conclure que l'exclusion augmente dans notre pays.

Et puis, tous les emplois qui tombent comme des mouches, les délocalisations qui se multiplient et plongent des familles entières dans la pauvreté.

AVOIR... Si tu n'as pas, tu es exclu... Tu n'es pas... tu n'es plus... »

Beaucoup se sentent exclus de l'existence car leur avenir est hypothéqué, .. ils ne sont plus reconnus comme utiles, à la société et à leur entourage...

Comment voulez vous qu'ils puissent donner ce qu'ils n'ont pas reçu... »

L'histoire rapportée par une assistante sociale travaillant au Brésil est révélatrice.

Cette dernière se dévouait jour et nuit pour aider les mères de famille abandonnées par leur maris ou victimes de leur alcoolisme..

Un jour, elle vit l'une d'entre elles se présenter à son bureau et lui offrir un paquet contenant un kilo de pommes de terre.

-« Mais pourquoi me donnes-tu cela « lui dit-elle ..Tu en as besoin pour nourrir tes enfants »

Et cette mère de répondre :

« Ne pourrais-tu me donner à moi aussi la joie de pouvoir te donner quelque chose »

**A partir de jour, cette assistante sociale a compris que donner et recevoir vont de pair.**

**L'homme espère quand il croit qu'il peut....** Qu'il peut se nourrir, se loger, se chauffer, s'épanouir, construire sa vie... en toute liberté...

L'exclu n'a aucun pouvoir sur sa vie... il est même considéré comme un ersatz.

Ceux qui parmi nous n'ont jamais vécu, ne fût-ce qu'un mois, avec le minimex comme tout revenu ne peuvent pas comprendre **ce qui peut prendre à la gorge de douleur et de violence** chez celui ou celle qui se trouve dans une telle situation ...

Ceux qui parmi nous ne se sont pas encore sentis en empathie avec ce genre de situation éprouvent des difficultés pour comprendre et ressentir tout cela.

Et pourtant, vu la fragilité de notre condition humaine, tout le monde peut se voir un jour basculer sur l'autre versant à cause d'accidents économiques, sociaux, affectifs, climatiques ou autres..

Aussi, l'Etat et les Etats doivent-ils se battre pour sauver tous ceux qui sont victimes des aléas de l'existence ou de structures socio-économiques injustes. C'est pour cela et en vue de cela que Vivant lutte afin que soit respecté l'article n° 25 de la déclaration universelle des Droits de l'homme. :

*“ Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ”.*

Donnons-nous les moyens pour que cet article soit respecté.  
Garantissons un revenu de base et un accès gratuit aux soins de santé.  
Procurons à tous un pouvoir d'achat décent, le pouvoir d'entreprendre et de construire sa vie et celle de ses proches .

Vivant est contre l'exclusion ;

**Vivant est pour la vie... c'est tout un programme.**

Jean-Paul BRASSEUR  
(coordinateur politique pour la Wallonie)

## **6. ELOGE DU TRAVAIL AU NOIR**

Je connais Jacques depuis des années, je suis son médecin. Ouvrier dans le bâtiment, sachant tout faire, excellent carreleur, il souffre du dos régulièrement et me demande d'être soigné le plus rapidement possible car il a horreur de manquer au travail. Bref l'ouvrier exemplaire dont rêve tout patron...

Un jour, son patron décide de remettre son affaire. Son successeur est disposé à reprendre tous les ouvriers, mais Jacques qui a une bonne cinquantaine refuse.  
Je le vois encore assis devant mon bureau : « Vous savez docteur, j'en ai un peu marre, alors je vais faire comme tout le monde...J'irai au chômage et je travaillerai au noir. ».

Aussitôt dit, aussitôt fait. Et il m'arrive encore de devoir soigner le dos de Jacques, mais moins souvent car il se ménage un peu plus, malgré qu'il croule sous les offres de travail. Jacques s'en tire encore mieux qu'auparavant, ce qui lui permet de s'assurer des revenus convenables, d'améliorer son existence, celle de sa femme et de ses enfants, de s'occuper plus sereinement de son vieux papa qu'il héberge dans sa maison...

Il se permet ainsi d'entreprendre des petits travaux et d'offrir ses services à moindre prix à de nombreuses personnes qui n'auraient jamais pu se le permettre dans des conditions normales. Il a aussi ce bien infiniment précieux de pouvoir choisir, choisir son type de travail, choisir quand il va travailler, et pendant combien de temps. Jacques est devenu libre, comme Max dans la chanson. « Certains disent même qu'ils l'ont vu voler ! » ...

Voler ? Voleur ? Jacques est un voleur, un malhonnête...un paria ...Il doit se cacher, car il est à la merci de n'importe quel dénonciateur, de n'importe quelle personne qui lui en veut ou le jalouse. **Il est à la merci des fonctionnaires du gouvernement chargés de le traquer lui et ses semblables. A tout moment, il risque les sanctions, les amendes, l'exclusion du chômage, l'écroulement de tout ce monde qu'il s'est créé avec ses mains de travailleur.**

Qui a tort ? Qui est malhonnête ? Jacques ou cette société imbécile qui condamne de plus en plus de personnes au chômage et en même temps leur interdit de travailler ?

Oui mais, Jacques ne paie pas d'impôts ou, presque pas. Il ne participe pas au paiement de l'ONSS, de la sécurité sociale. Il profite des soins de santé, de l'enseignement pour son enfant, des services de la police, des infrastructures du pays, de ses routes, du ramassage des poubelles, etc etc.

**Jacques est-il un pourri, un profiteur ?...ou une victime ?**

Il faudrait trouver un moyen de faire participer Jacques au financement solidaire de notre société tout en lui laissant l'assurance d'un revenu minimum qu'il pourrait compléter par son travail, tout en lui laissant sa liberté et son plaisir de vivre. IL FAUDRAIT... !

Arrêtons de rêver, cela est impossible puisque même nos hommes politiques, qui se démènent tant pour nous, n'y arrivent pas, malgré la collaboration des économistes universitaires, malgré tous les moyens mis à leur disposition, malgré l'appel aux chercheurs de tête, malgré le bureau du plan, malgré les hauts fonctionnaires, malgré des administrateurs grassement payés, malgré, malgré, malgré...

**Et pourtant, la solution leur a déjà été proposée, il y a plus de cinq ans.**

C'est un programme socio-économique génial...mais qui oblige à changer quelques habitudes, qui est ressenti comme une menace par tous les partis confondus. car il apporterait beaucoup trop de liberté à Jacques.

Selon ce programme, Jacques aurait effectivement un revenu minimum, sans conditions, **cela veut dire qu'il ne doit pas le demander, cela veut dire qu'il ne sera pas contrôlé.** Jacques aurait aussi le droit de travailler autant qu'il le veut, autant que son dos le lui permet...Et ce qui étonne encore plus Jacques, c'est que Mirabella aura aussi un revenu minimum sans conditions, le même que lui, et elle pourrait aussi, si elle en a envie, travailler.

Jacques n'en revient pas, car Mirabella... c'est sa femme, sa fidèle épouse, la femme au foyer ! Il n'a jamais imaginé qu'elle pourrait recevoir de l'argent autre que celui qu'il lui donne pour faire les commissions. Et ses enfants aussi auraient droit à ce fameux revenu de base, et son vieux papa aussi...

Jacques en perd la boule, **il commence à se sentir vraiment libre**, lui qui durant toute sa vie s'est senti obligé d'être soumis à son patron, d'avoir en poche la bonne carte de parti, la bonne carte syndicale, la bonne mutuelle. Jacques devient dangereux, une graine d'anarchiste ! Et Vivant prône cela pour tout le monde, cela veut dire qu'en Belgique, il y aurait plus de dix millions de Jacques.

**Vous comprenez maintenant pourquoi les partis ne veulent pas de ce programme ?**

**Alors travail au noir, condamnable ou pas ?**

**QU'EN PENSE VIVANT ?**

Dans « travail au noir » il y a deux termes : « travail » et « au noir ».

**TRAVAIL :**

Tout travail mérite salaire, un vrai salaire, une différence par rapport à celui qui ne travaille pas, et non comme actuellement une différence si peu marquée entre certains chômeurs et le salaire minimum, qu'il faudrait être bien fou de se lever, s'habiller, et se déplacer pour un tel salaire.

Pas non plus un salaire d'ALE, qui reçoit royalement 4 € (~200 BEF) de l'heure, et qui doit se limiter à 40 heures de travail par...mois ! (La personne qui l'emploie paie 6 € (240 BEF), car il faut bien payer l'administration)

2... Tout travail, qu'il soit bleu, rouge, vert ou noir, enrichit également la personne qui travaille et le pays. Tout travail doit être favorisé.

### **AU NOIR :**

VIVANT condamne fortement l'incivisme, l'égoïsme, l'individualisme, la tricherie.

C'est pourquoi, entre autres, il propose une taxation à la consommation, grâce à laquelle tous, travailleurs ou non, participent au financement de la société, chacun en fonction de ses moyens. Mais nous ne comprenons pas et condamnons de toutes nos forces ce système qui oblige les gens désireux de travailler, à se cacher.

### **Merci au travail au noir qui joue le rôle de la soupe sur une marmite à pression.**

Combien de gens dans notre pays seraient dans la misère et au ban de la société, s'il n'existait pas ? Les propositions de VIVANT remettent un peu de logique et de bon sens dans cette organisation d'un autre âge, qui plonge le pays et l'Europe dans le tourbillon des faillites, des pertes d'emplois, des restructurations au profit du profit, avec en toile de fond des charges salariales démesurées qui frappent à la fois les patrons petits et grands, mais aussi l'Etat, les communes, et même les organisations à vocation sociale comme les CPAS ... sans oublier une administration omniprésente, parfois méprisante, pour contrôler les uns et les autres et veiller au bon accomplissement des multiples réglementations imaginées par tous les ministres de passage en faveur de l'emploi..

Joseph LAMBOTTE

(coordinateur mouvement pour la Wallonie)

## **7. POINTS CLES DU PROGRAMME DE VIVANT ET REFLEXIONS**

### **A. Point clés**

1. Vivant veut sauver le service public en **le désengorgeant** d'une administration trop lourde.
2. Vivant veut donner au citoyen **un pouvoir d'achat de base**, ce qui est bon pour lui et bon pour l'économie.
3. Vivant veut sauver la sécurité sociale par **un financement alternatif**.
4. Respecter l'homme pour Vivant, ce **n'est plus taxer son travail**, mais bien ce que produit la machine. **Ainsi, la machine libérera l'homme plutôt que de lui ravir son emploi.**
5. Vivant est pour **une articulation** entre l'économique et le social.  
On en a assez de ces responsables qui veulent faire du social, alors que l'économie est **en panne**.  
On en a assez de ces personnes qui veulent faire de l'économique en **laissant au bord de la route** les plus démunis.

C'est à cause d'une Europe économique et trop peu sociale qu'il y a, dans l'Europe des 15, **25.000.000 de pauvres.**

6. Vivant se présente comme un « **mode d'emploi** » pour la construction de l'Europe sociale.

7. Actuellement, il y a un **déséquilibre entre l'offre et la demande...** Le travail est trop cher.  
« Quand je me présente chez un employeur, je suis trop cher. »

8. Vivant rétablit cet équilibre car il rend le travail moins cher,

- en le **détaxant** et
- en le **subsidiant** par le Revenu de Base Inconditionnel.

9. Où trouver l'argent pour réaliser le programme de Vivant ?

Il existe déjà en bonne partie, mais **il faut le dépenser autrement.**

10. Comment financer dans les premières étapes de transition ?

1. **Supprimer** les déclarations d'impôt, c'est gagner 6 % sur le budget de l'Etat (240 milliards de BEF) (index 1998) et ainsi pouvoir verser un revenu de base annuel à 1.000.000 de personnes.

2. **Réorganiser** le budget des bourses d'études, ce qui permet de verser un revenu de base de 400 € (16 200 BEF) (index 2002) à tous les jeunes entre 18 et 25 ans.

3. **Supprimer** toutes les aides aux entreprises, c'est retrouver une certaine finance pour verser un Revenu de Base **Conditionnel (à la condition de ne pas avoir de travail)** (*nous sommes en période de transition*) à toute personne qui n'a pas de travail et redonner à tous un pouvoir d'achat de base, ce qui est **bon** pour la personne et **favorable** à l'économie qui ainsi se redéploiera, augmentant les revenus de l'Etat qui peuvent ainsi être consacrés au social.

4. **Rationaliser** l'administration des allocations familiales et des pensions, ce qui est tout bénéfique pour l'Etat.

11. Le financement du modèle socio-économique de Vivant

Actuellement, nous donnons un revenu à *un million* de chômeurs et à *deux millions* de pensionnés, et l'Etat garantit un salaire à *un million* de fonctionnaires.

Total, **4 millions de personnes....** (*voir note \**)

Actuellement, l'Etat belge redistribue, en allocations, **43 milliards d'EUROS** (*1735 milliards BEF*)

Vivant, dans son budget, redistribue **56,80** (*556 milliards BEF*) **de plus** qu'il va chercher entre autres dans :

- **la diminution** du coût salarial,
- **la simplification** de son administration et
- **le redéploiement** économique et le développement des emplois de service.

12. **Les personnes seules** qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts pour des raisons variées, **que peuvent-elles attendre de Vivant ?**

1. Elles peuvent tabler sur **les sociétés d'insertion** qui mettront à leur disposition un accompagnement économique et social (*ces sociétés d'insertion sont un nouveau champ d'action pour les syndicats*).

2. Elles peuvent compter sur des **aides ponctuelles** et ciblées du CPAS.

Un budget de **80 milliards** est prévu pour ce poste (*contre 437 milliards*)

*aujourd'hui* (1998) (voir le tableau du programme 2002) --> Autres (CPAS, etc)  
Quant aux personnes handicapées physiques, mentales ou sociales, une allocation supplémentaire est prévue...

## **B. Réflexions**

- Un impôt facilement fraudable est un impôt injuste
- Il faut éviter de concevoir des systèmes qui peuvent conduire à la fraude
- Dans le système Vivant, par la consommation, on se donne mutuellement le revenu de base
- La taxe Vivant sur la consommation rétablit une fiscalité de solidarité entre toutes les couches de la population
- En 1965, le chômage était conjoncturel et on y répondait par des solutions conjoncturelles.  
En 2003, le chômage est structurel et on y répond toujours par des mesures conjoncturelles. !!!

\* 1. Il y a en Belgique 4 millions de travailleurs.

Un million dans les services publics (ETAT)

2 300 000 dans le privé (dont 650 000 dans les usines)

700 000 indépendants

2. Il y a en Belgique

Deux millions de pensionnés (ETAT)

Un million de « chômeurs » (ETAT) soit :

- a. chômeurs temporaires
- b. chômeurs partiels
- c. prépensionnés
- d. chômeurs âgés
- e libérés de pointage
- f. interruption de carrière
- g. chômeurs complets